

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

# **Affaire Segura : Wade plaide « l'erreur », le FMI passe l'éponge, des Sénégalais disent « Niet »**

- Archives -

Date de mise en ligne : mercredi 28 octobre 2009

---

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

---

**Ouestafnews - Le président sénégalais Abdoulaye Wade a admis avoir donné de l'argent en guise de « cadeau » à Alex Segura fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI) et plaidé « l'erreur » dans le scandale qui agite les relations entre le Sénégal et le Fonds depuis des semaines.**

source : [www.ouestaf.com](http://www.ouestaf.com) - 28 Octobre 2009

Les montants remis à l'intéressé le 25 septembre alors qu'il achevait sa mission de représentant résident du FMI à Dakar s'élèvent à plus de 87,5 millions FCFA (100 000 euros + 50 000 dollars US), selon le FMI qui lui aussi admet que son agent, soupçonné de corruption, a bien reçu et voyagé avec son cadeau.

« J'ai admis qu'il y avait là une erreur », a affirmé le président sénégalais qui a accusé son « aide de camp » de s'être « trompé » sur le montant remis au fonctionnaire international, selon un communiqué qu'il a remis à la presse... Auparavant le FMI, avait dans un communiqué nommé cité le président **Abdoulaye Wade** comme étant l'auteur du don alors que son premier ministre **Souleymane Ndéné Ndiaye** expliquait qu'il ne s'agissait aucunement de « corruption », mais d'un simple « cadeau » symbolique dans la pure tradition africaine. Malgré ces explications du président sénégalais et de son gouvernement ainsi que la volonté exprimée du FMI de passer l'éponge sur cette affaire, l'opposition, la société civile et une bonne partie de l'opinion publique sénégalaises restent indignées par une affaire qui, disent-elles, en plus de priver le pays de ressources dont elle a grandement besoin, « ternit l'image » du Sénégal.

Le FMI avait affirmé en réponse à des questions d'Ouestafnews que le scandale - dénommé « **Seguragate** » par la presse sénégalaise - n'aura aucun impact sur les relations qu'entretiennent le Fonds et l'Etat du Sénégal. « Nous allons continuer à travailler en étroite collaboration avec les autorités sénégalaises pour soutenir leur programme de réformes économiques et de développement », a notamment affirmé un responsable du service de la communication du FMI. Interrogée sur cette décision de l'institution financière internationale, **Me Aissata Tall Sall**, porte-parole du Parti socialiste (PS, ex parti au pouvoir) s'est vigoureusement insurgée contre cette démarche. « Il n'est pas question de faire passer cette affaire par pertes et profits », a-t-elle notamment déclaré. Me Tall a d'ailleurs réclamé des « sanctions de la communauté internationale » contre le régime du président Wade, estimant que « ce qui se passe au Sénégal n'est pas moins grave que ce qui se passe au Niger du président Tandja ». Encore plus remonté par l'affaire et par les agissements du chef de l'Etat sénégalais, **Mamadou Mbodj**, leader du Forum civil (la section sénégalaise de Transparency International) parle de « haute trahison » et estime que l'affaire doit être portée à la Haute cour de justice. « On ne peut pas accepter que l'argent du contribuable sénégalais soit utilisée pour payer des hauts fonctionnaires déjà très bien rémunérés par leurs employeurs », a-t-il déclaré dans un entretien téléphonique à Ouestafnews. « Je ne sais pas si on mesure la gravité de l'affaire. C'est moins l'argent que le message qui est envoyé au policier ou à n'importe quel petit fonctionnaire corrompu du pays », a soutenu le militant de la société civile. « On est en train d'assister à une dé-légitimation de la plus haute autorité du pays qui ne sera jamais plus prise au sérieux, ni par ses compatriotes ni par les bailleurs et c'est cela le plus grave », a-t-il martelé.

**Alex Segura** par qui le scandale est arrivé s'était révélé un sévère critique des pratiques - qu'il jugeait peu orthodoxes - des autorités sénégalaises en matière de gestion des finances publiques. Interrogé sur le sort qui lui sera réservé à la suite de cette affaire, le FMI s'est contenté d'une réponse très évasive : « Le FMI va examiner si ses règles éthiques ont été violées ». Au Sénégal où l'affaire fait grand bruit depuis qu'elle a été révélée par les médias privés locaux, l'on s'interroge encore comment M. Segura a-t-il pu passer les contrôles douaniers avec un tel montant en liquide de Dakar à Barcelone où, selon le FMI, l'argent a été restitué à l'ambassadeur du Sénégal en Espagne.

Redoutés par les dirigeants des pays africains, les fonctionnaires du **FMI** et ceux de sa sœur la **Banque mondiale**, y

définissent souvent à la place des ministres nommés à cet effet les politiques économiques et financières sous prétexte de les appuyer à mener « *des réformes* » de leurs économies. Ainsi ils imposent à ces gouvernements africains des politiques austères et des politiques de privatisations dont profitent surtout les multinationales des grands pays occidentaux, qui détiennent le vrai pouvoir de décision dans ces institutions financières internationales où l'Afrique reste largement sous-représentée.

---

lire aussi sur [www.pambazuka.org](http://www.pambazuka.org) (18 octobre 2009) : [Le Fmi emporté par la politique de la corruption au Sénégal](#) , par Demba Moussa Dembélé

sur [www.walf.sn](http://www.walf.sn) (28 octobre 2009) : **Djiby Diakhaté, sociologue : Lorsqu on donne au cadeau une valeur marchande, on entre dans la corruption** , Propos recueillis par Abdoulaye SIDY

et sur [www.seneweb.com](http://www.seneweb.com) (29 octobre 2009) : [Etat corrupteur : au-delà des mots, une perspective analytique de l'Affaire Segura](#) . , par Dr Cheikh Tidiane DIEYE

---